



Crédits à la consommation sur Internet

Selon les résultats d'une enquête réalisée dans l'ensemble de l'Union européenne, la Norvège et l'Islande, sur les 562 sites contrôlés, seulement 30 % d'entre eux respectent la réglementation européenne applicable en matière de consommation et 70 % d'entre eux (393) feront l'objet d'une enquête plus approfondie.

Les principaux problèmes recensés sont les suivants :

- des informations manquantes dans la publicité pour le crédit à la consommation. Sur 258 sites (46 % des sites contrôlés), la publicité ne comprenait pas toutes les informations de base requises par la directive européenne sur le crédit à la consommation [taux annuel effectif global, inclusion ou non des frais de services connexes (ex assurances) dans le coût total du crédit, durée du contrat du crédit...] ;
- des omissions d'informations essentielles sur l'offre sur 244 sites (type de taux, durée du crédit et certains coûts afférents au crédit (commission de courtage...)) ;
- une présentation trompeuse des coûts sur 116 sites (méthode de calcul du prix, ou absence d'information sur une assurance obligatoire supplémentaire).

Les autorités nationales prendront contact avec les opérateurs des entreprises afin d'obtenir des éclaircissements ou les inviter à corriger leurs sites et rendront compte de leur action à la Commission européenne avant l'automne 2012.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Au cours du second semestre 2011, 310 000 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 19,3 % par rapport au second semestre 2010 et une hausse de 4,7 % par rapport au premier semestre 2011. Les trois coupures de 20 euros, 50 euros et 100 euros constituent 95 % du total des contrefaçons. Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation est en moyenne de 14,4 milliards au second semestre 2011.

Communiqué de la Commission européenne

En 2011, le nombre de pièces en euros contrefaites a diminué de 15 % par rapport à 2010, soit 156 000 pièces. Les pièces de 2 euros représentent près des deux tiers de la contrefaçon devant les pièces de 1 euro et de 50 centimes.

Pour mémoire, quelques 16 milliards de pièces en euros authentiques sont actuellement en circulation pour les trois valeurs unitaires les plus élevées (0,50 €, 1 € et 2 €). La quantité réduite de pièces contrefaites est le résultat des efforts déployés par les Etats membres, la Commission/OLAF (Office européen de lutte antifraude) et les autres institutions de l'Union européenne.

Dossier législatif

1 – Fonctionnement de l'Union monétaire à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon

La décision du gouverneur de la Banque de France du 27 décembre 2011, publiée au Journal Officiel de la République du 17 janvier 2012, rend applicable dans ces deux collectivités d'outre-mer les deux textes suivants :

- Le règlement de l'Union européenne n° 1358/2011 de la Banque centrale européenne du 14 décembre 2011 modifiant le règlement CE n° 1745/2003 (BCE/2003/9) concernant les réserves obligatoires (BCE/2011/26) ;
- La décision de la BCE du 14 décembre 2011 relative à des mesures temporaires supplémentaires concernant les opérations de refinancement de l'Eurosystème et l'éligibilité des garanties (BCE/2011/25).

Les textes susvisés sont consultables auprès des agences locales de l'IEDOM.

2 – Surendettement

L'Assemblée nationale a rejeté le 26 janvier 2012, la proposition de loi visant notamment à créer un répertoire national (parfois appelé « fichier positif ») géré exclusivement par la Banque de France et recensant les crédits accordés par les établissements de crédit aux personnes physiques pour des besoins non professionnels.

Outre-mer

A l'initiative des ministères de l'Outre-mer, de l'Ecologie et du Tourisme, un passeport biodiversité a été élaboré afin de sensibiliser les voyageurs à la protection de la biodiversité en outre-mer tout en assurant une promotion de ces destinations touristiques. 300 000 passeports en français et en anglais seront diffusés dans les 12 territoires d'outre-mer qui représentent 80 % de la biodiversité française.

Le passeport vert « la biodiversité en outre-mer pour un tourisme responsable » est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.outre-mer.gouv.fr/?passeport-vert-la-biodiversite-en-outre-mer.html>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Résistance de l'activité en fin d'année 2011

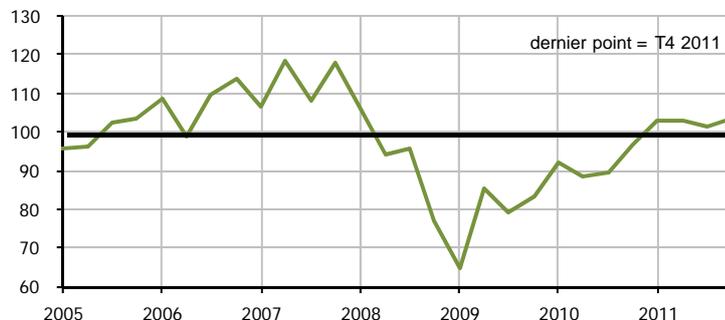
L'indicateur du climat des affaires (ICA) de la Guadeloupe calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, évolue peu au quatrième trimestre et se maintient, comme tout au long de 2011, légèrement au dessus de sa moyenne de longue période.

Cette bonne résistance s'explique principalement par l'amélioration en fin d'année de l'activité et de la trésorerie des entreprises. En revanche, face à une conjoncture jugée toujours très incertaine, les prévisions d'activité, moins optimistes quoique toujours positives, pèsent sur l'indicateur.

Dans ce contexte, les prévisions d'investissement sont toujours en net retrait, reflétant encore les interrogations des agents économiques sur l'avenir.

Cette note est librement téléchargeable, comme toutes les publications de l'IEDOM, sur le site : <http://www.iedom.fr>

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Progression de 1,8 % sur un an de l'IPC en décembre 2011

Selon les dernières données de l'INSEE, l'indice des prix à la consommation (IPC) des ménages en Guadeloupe a progressé de 1,1 % en décembre 2011 (+1,4 % en décembre 2010). Trois grands postes participent à cette évolution : les services, l'habillement et le tabac. Sur un an, l'IPC affiche une progression de 1,8 % contre +3,3 % en décembre 2010. Hors énergie, le glissement annuel reste contenu à 0,8 %. L'évolution des prix de l'énergie s'établit à 11,8 % en variation annuelle (+37,8 % pour le gaz et +14 % pour les produits pétroliers).

Dans l'hexagone, l'IPC progresse de 2,5 % en glissement annuel. Il est de +2,0 % en Martinique et 2,2 % en Guyane.

Médiation du crédit aux entreprises : point de situation en Guadeloupe

Depuis le lancement du dispositif en novembre 2008, 165 entreprises ont saisi le médiateur départemental du crédit aux entreprises. 112 dossiers ont été éligibles. 106 ont été clos dont 43 se sont conclus par un succès. La médiation a permis de débloquer 16,4 millions € de crédit et de préserver 1 617 emplois. Les financements obtenus ont principalement concerné les entreprises du secteur des services (51 %), suivi du commerce (24 %) et de la construction (14 %). 83 % des demandes ont été sollicitées par des entreprises de 10 salariés ou moins. Le montant des encours de crédit traités en médiation sont dans 44 % des cas inférieurs à 50 000 €, 35 % compris entre 50 000 et 150 000 € et dans 5 % des cas supérieurs à 500 000 €. Les difficultés de paiement (lignes de découvert et besoins de crédit à court terme) constituent la principale cause de saisine du médiateur (83 %). Les banques représentent les principaux acteurs puisque 95,5 % des dossiers traités en médiation les concernent.

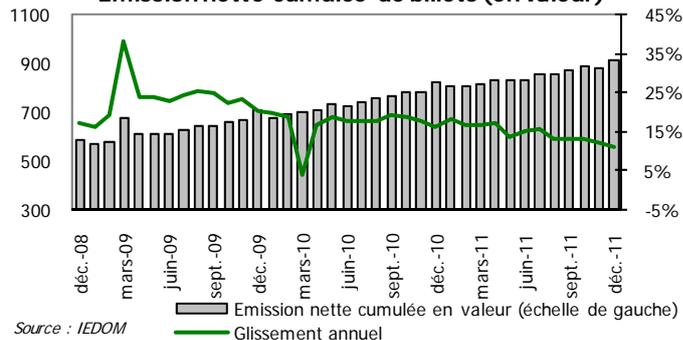
Pour saisir le médiateur du crédit aux entreprises, il existe un site unique : <http://www.mediateurducredit.fr/>

Monnaie fiduciaire : bilan des émissions nettes de billets en 2011

Au 31 décembre 2011, l'émission nette cumulée de billets enregistre en Guadeloupe une hausse de 11% pour s'établir à 910,8 millions € (correspondant à un volume de 17,5 millions de billets). Les coupures de transaction (50, 20, 10 et 5 euros) constituent 79 % de la circulation fiduciaire en 2011. La coupure de 50 € demeure la valeur faciale prédominante (55 % du total des émissions nettes cumulées en volume). Sa part augmente de 2,4 points sur un an. En dépit de baisses consécutives depuis 2007, les billets de 20 € restent fortement utilisés dans l'île et constituent 22 % (-2,3 points sur un an) du total en volume.

La coupure de 100 € concentre pour sa part 21 % du total. Les billets de 500 € affichent une émission nette négative en 2011 (-21,5 milliers d'unités). S'agissant des vignettes de 10 € et de 200 €, une émission nette cumulée négative est également enregistrée : cette situation pourrait s'expliquer par d'importants retours de billets provenant de l'importation de devises par les non résidents. A fin 2011, la valeur moyenne du billet en circulation reste stable aux environs de 52 €.

Emission nette cumulée de billets (en valeur)



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Fin de l'échange de billets en francs : derniers jours

Jusqu'au 17 février 2012, certains billets en francs (500F Pierre et Marie-Curie, 200F Gustave Eiffel, 100F Cézanne, 50F Saint-Exupéry, 20F Debussy) peuvent encore être échangés contre des euros dans les caisses des succursales de la Banque de France et auprès de l'IEDOM (Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer), situé pour l'agence de la Guadeloupe, aux Abymes, Parc d'activité la Providence, Zac de Dothémare Sud. Pour les échanges supérieurs ou égaux à 6 500 F, il faut se munir d'une pièce d'identité en cours de validité ainsi que d'un justificatif de domicile. Pour des sommes supérieures ou égales à 10 000 F, il est nécessaire de prendre rendez-vous au 0590 93 74 30. Après cette date, aucun billet en francs ne sera échangeable en euros.

Faciliter l'accès au crédit des très petites entreprises

Des conventions ont été signées le 27 janvier entre la fédération des très petites entreprises (FTPE) et trois banques de la place (la BDAF, la BRED, et la SGBA), en présence de Marie-Luce Penchard, ministre de l'outremer. Elles visent à faciliter l'accès au crédit des entreprises de moins de 10 salariés. Le dispositif prévoit des conditions de crédits avantageuses, une réduction des frais bancaires et des délais de réponse aux demandes de financement et un accompagnement renforcé des TPE, notamment par les experts comptables qui ont également signé une convention avec la FTPE à cette occasion.

Retard dans le démarrage de la campagne sucrière

Le démarrage de récolte, initialement fixé au 02 février, a été reporté à une date ultérieure, en raison de la suspension des négociations annuelles obligatoires (NAO) à un engagement préalable sur la survie de l'usine de Grand-Anse à Marie Galante. Selon le centre technique de la canne à sucre, les prévisions de la campagne sucrière (hors île Marie Galante) sont évaluées à 618 000 tonnes de cannes (estimation haute), soit une hausse de 13 % par rapport à la campagne 2011.

365 000 Domiens vivent en métropole

L'Insee a publié les résultats d'une étude sur les originaires des DOM qui résident dans l'hexagone. En 2008, 364 800 personnes nées dans un département d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion) vivent en France métropolitaine. Elles sont deux fois plus nombreuses qu'en 1975. Avec 117 000 Martiniquais et 115 400 Guadeloupéens installés sur le territoire métropolitain, les Antillais sont les plus nombreux. Un Antillais sur quatre réside ainsi en métropole, pour seulement un Réunionnais sur sept. Ces ratios sont constants depuis le début des années 1980. Les Antillais vivent plutôt dans l'agglomération parisienne, les Réunionnais dans le Sud de la France. Le taux d'emploi des natifs des DOM est semblable à celui des autres métropolitains. Cette étude est disponible sur [le site de l'Insee](#).

Hausse des prix du gaz et des carburants

Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers (décret du 8 novembre 2010), le prix des carburants routiers a été fixé, à compter du 1^{er} février 2012 à : 1,52 euro/ litre pour le super sans plomb (+ 6 centimes par rapport à décembre) et 1,43 euro/ litre pour le gasoil (+5 cts). Le prix de la bouteille de gaz passe à 24,95 € (+2 cts).

ACTUALITE REGIONALE

La Guadeloupe se rapproche de l'OECS

La Haute Autorité de l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (OECS), réunie à Sainte-Lucie le 26 Janvier, a donné son accord de principe à la demande formulée par le Conseil régional de la Guadeloupe d'adhérer à cette organisation régionale en qualité de membre associé. Cette démarche a recueilli l'accord officiel de l'Etat français, formalisé par un courrier du Ministre des affaires étrangères. Le Premier ministre de Sainte-Lucie, Kenny ANTHONY, président en exercice de la Haute Autorité de l'OECS, considère l'entrée des régions Guadeloupe et Martinique au sein du groupement régional comme une opportunité supplémentaire de rapprochement avec l'Union européen et propose de démarrer les négociations d'adhésion dès le mois de mai.

Les chiffres de population à Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Les populations légales millésimées 2009 de Saint-Martin et Saint-Barthélemy sont entrées en vigueur le 1er janvier 2012. Saint-Martin compte désormais 37 461 habitants et Saint-Barthélemy 9 057. Les populations légales sont authentifiées par un décret publié au Journal Officiel, sous la responsabilité de l'Insee : elles sont actualisées chaque année.

Nouvelle desserte maritime intra-caraïbes

La compagnie barbadienne Fast Caribbean Ltd a été retenue pour desservir plusieurs îles de la Caraïbe au départ de Trinidad et Tobago. Dans un premier temps, les rotations concerneront la Grenade, Saint-Vincent, le Barbade et Sainte-Lucie. Elles seront opérées à l'aide d'un navire à grande vitesse de 112m d'une capacité de 300 passagers.

Publication

L'IEDOM a le plaisir de vous annoncer la publication du Panorama 2010 de Saint-Barthélemy (janvier 2012). Comme toutes les publications de l'IEDOM, cette étude est disponible en ligne sur le site internet de l'Institut : <http://www.iedom.fr>

PRINCIPAUX INDICATEURS

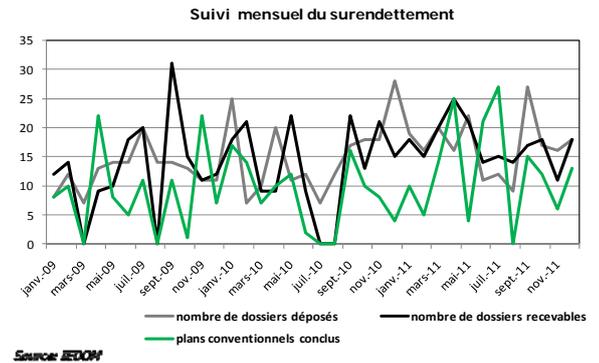
	LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France	Décembre 2011	126,7	1,0 %	1,8 % 2,5 %
Chômage <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Décembre 2011	57 030	0,4 %	6,3 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)	Novembre 2011	21	-	56,8 %
	Importations - (en M€)		219	-	-4,4 %
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Novembre 2011	44	52,6 %	24,7 %
	<i>Cumul annuel</i>		417		-1,9 %
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées	Décembre 2011	441	-	-1,6 %
	<i>Cumul annuel</i>		5 619		2,0 %
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Décembre 2011	21 218	-1,5 %	-0,7 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Décembre 2011	342	-32,8 %	-19,9 %
	<i>Cumul annuel</i>		4 387	-	-9,6 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	<i>Cumul à fin janvier</i>	22	-	-45,0 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers €	Janvier 2012	1 790	75,2 %	83,7 %
	- Nombre	Janvier 2012	107	1,9 %	2,9 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aérien <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Décembre 2011	189 887	43,5 %	12,2 %
	<i>Cumul annuel</i>		1 951 501	-	6,3 %
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)	<i>Cumul à fin Décembre 2011</i>	3 169 931	-	8,1 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		773 590	-	1,7 %
Immatriculations <i>(Source : CGDD)</i>	Immatriculations de véhicules neufs (VPN+VUN)	Novembre 2011	1 854	25,9 %	0,0 %
	<i>Cumul annuel</i>		15 669	-	0,1 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	Janvier 2012	21 152	-	19,4 %
	<i>Cumul annuel</i>		21 152	-	19,4 %
Banane <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes)	Octobre 2011	5 456	-16,1 %	-7,6 %
	<i>Cumul annuel</i>		49 481	-	62,6 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Surendettement

Dans le cadre de ses missions de service public, l'IEDOM assure le secrétariat de la Commission de surendettement de la Guyane. En 2011, le nombre de dépôts de dossiers continue de progresser à l'instar de 2010. Sur l'année, 203 dossiers de surendettement ont été déposés (+ 9,7 % sur un an), dont 98 % ont été jugés recevables, et 137 plans conventionnels ont été conclus (+37 %).

Depuis 2000, 1 804 dossiers ont été reçus par la Commission de surendettement de l'IEDOM. Le nombre moyen de dossiers déposés passe à 17 contre 15 par mois en 2010.

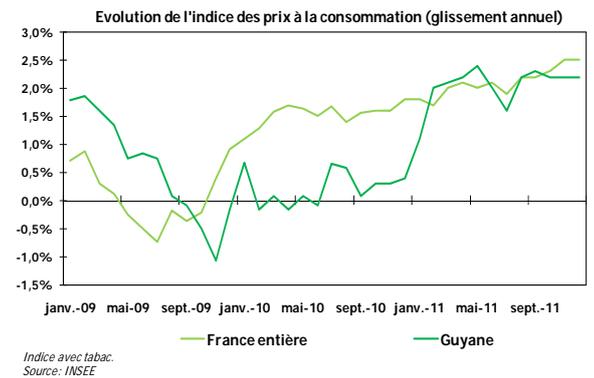


BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

Après une légère baisse en novembre (-0,1 %), l'indice des prix à la consommation des ménages à fin décembre est en hausse de 0,3 % sur le mois, expliqué pour les deux tiers par la progression des prix des services (« transports et communications » en raison de la hausse des tarifs aériens) et dans une moindre mesure par celle des produits manufacturés, puis de l'alimentation. Pour le deuxième mois consécutif, on notera par ailleurs que les prix de l'énergie reculent (-0,1 %) sous l'effet du repli des prix des produits pétroliers.

Sur un an, l'indice conserve son rythme de progression, s'accroissant de 2,2 %, tiré par la hausse des prix de l'ensemble des postes de consommation, mais plus spécifiquement sur la période des prix de l'énergie (+ 12,4 % sur un an) et des services (+ 1,7 % sur un an). En comparaison des autres DCOM, la Guyane affiche la plus forte progression (+ 2,1 % à la Réunion, + 2,0 % à la Martinique, + 1,8 % à la Guadeloupe) contre + 2,5 % en France.

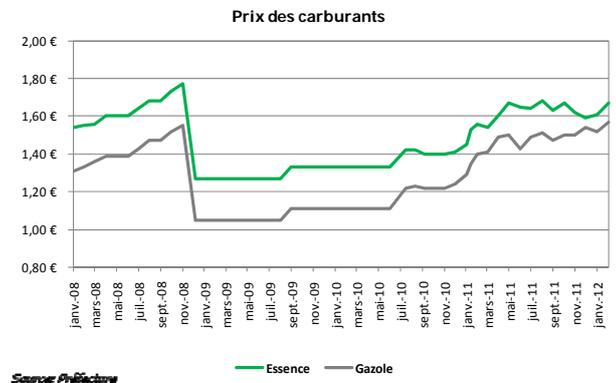


Carburants

L'arrêté préfectoral n°144 du 31 janvier 2012 fixe, à compter du 1^{er} février 2012, le prix de vente au détail des carburants à 1,67 € / litre pour l'essence (+6 cts) et 1,57 € / litre pour le gazole (+5 cts). Selon les services de l'Etat, ces évolutions s'expliquent par les éléments suivants :

- une appréciation du dollar par rapport à l'euro + 3,2 % ;
- une légère baisse de la moyenne de cotisations du gaz butane (- 0,3 %) ;
- une hausse de la moyenne des cotations de l'essence (+ 5,9 %), et du gazole (+ 3,5 %) ;
- enfin une hausse de la moyenne des cotisations du pétrole brut de 2,9 %.

Le prix de la bouteille de gaz de 12,5 kg est de 26,13 € contre 26,11 € en février 2011 (+ 2 cts soit + 0,1 % sur le mois).



Visite présidentielle

Les 21 et 22 janvier, le Président de la République Nicolas Sarkozy était en Guyane pour présenter ses vœux aux français d'Outre-mer et inaugurer le changement de nom de l'aéroport international de Cayenne, dorénavant dénommé Cayenne-Félix Eboué. Dans son discours, il a réaffirmé son attachement à l'Outre-mer et a évoqué les réalisations au profit de la Guyane dont le changement de statut constitutionnel de la collectivité, la coopération régionale avec le Brésil, la protection des ressources naturelles et la sûreté du territoire en forêt.

Sur le plan économique, le Président a annoncé pour le territoire le bénéfice d'une partie des revenus engendrés par l'exploitation d'un gisement de pétrole et il s'est dit favorable au développement des ressources minières avec une filière aurifère raisonnée selon le Schéma départemental d'orientation minière récemment entré en vigueur. Enfin, le Conseil régional devrait bénéficier d'une habilitation afin de « valoriser et d'exploiter raisonnablement le potentiel économique de sa biodiversité ».

Le développement économique endogène, basé notamment sur le développement des productions agricoles locales, constitue pour le chef de l'Etat un des moyens d'aller conquérir de nouveaux marchés dans le bassin régional ; souhaitant encourager entre autre la formation et les filières locales, il envisage la mise en place d'un fond pour la diversification agricole doté de 40 millions d'euros pour inciter les agriculteurs à développer de nouvelles filières. Il a évoqué les Zones Franches Globales ou encore la défiscalisation comme des outils devant favoriser le développement endogène.

Secteur Spatial

Le 22 janvier, le Président de la République a visité le pas de tir de Vega au Centre spatial de Kourou, rappelant l'importance de la politique spatiale pour la France. Il souligne que la France décaisse près d'1,5 milliard d'euros par an et que depuis 2007, les crédits ont crû de 16 %.

Le président d'Arianespace a indiqué qu'avec l'arrivée de Soyouz et Vega, les coûts de lancement d'Ariane ont été réduits de 20 % compte tenu de la mutualisation des frais fixes. La réorganisation de la base prévoyant une renégociation des contrats tous les 5 ans a permis de réduire les coûts des opérations de 16 contrats pour un montant de 330 millions d'euros sur 5 ans. L'activité est croissante, avec un carnet de commandes garantissant plus de 3 ans d'activité. Le premier tir du lanceur léger Vega dont le client est l'ESA (agence spatiale européenne) s'est déroulé le 13 février. Il a mis en orbite les satellites d'observation LARES, le micro satellite de démonstration ALMASat-1, et des nano satellites cubesats pour une mission de « démonstration scientifique et technologique ».

Chômage et population

Calculé par l'INSEE à partir de l'enquête emploi, le taux de chômage atteint en Guyane 21 % de la population active au 2^{ème} trimestre 2011, et s'élève à 36 % pour les jeunes de moins de 30 ans. Les femmes sont plus touchées par le chômage avec 25,5 % contre 17,1 % pour les hommes. Durant son discours du 22 janvier, le Président de la République a décidé de doubler les effectifs du Service Militaire Adapté sur l'ensemble de l'Outre-mer compte tenu du nombre très important de jeunes qui restent au chômage. Au « sommet social d'urgence » en janvier, il avait par ailleurs proposé des mesures visant à lutter contre le chômage pour un montant total de 430 millions d'euros pour l'Etat en 2012. Les objectifs étant notamment de favoriser le travail à temps partiel, supprimer les charges sociales durant 1 an pour les jeunes de moins de 26 ans recrutés dans les entreprises de moins de 10 salariés avec un CDD de plus d'un mois ou un CDI, et de former les salariés dans les branches confrontées à des mutations économiques.

Entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2012 (décret n°2011-1994 du 27 décembre 2011), la population légale municipale de la Guyane recensée en 2009 est de 224 469 habitants, soit une progression de 2,4 % sur un an. La commune de Papaïchton (3 976 habitants) enregistre la plus forte progression (+ 26,8 %). Pour les communes de plus de 10 000 habitants, les plus peuplées sont Cayenne (57 047 habitants), Saint-Laurent-du-Maroni (37 524 habitants), Matoury (26 383 habitants), Kourou (25 514 habitants) et Rémire-Montjoly (18 873 habitants). Parmi ces dernières, c'est Saint-Laurent-du-Maroni qui connaît la plus forte augmentation avec 5,3 % sur un an.

Justice

Le 20 janvier s'est tenue la première audience de la 36^{ème} cour d'appel de France installée en Guyane. En 1947, la cour d'appel de Guyane avait été supprimée. Après avoir été réclamée en 2009, puis accordée en 2010, la cour d'appel a été officialisée en 2011 par la mise en application de deux décrets (n°2011-1877 et 1878 du 14 décembre 2011). Les 71 avocats de Guyane ne sont plus contraints d'interjeter appel auprès de la juridiction de deuxième instance de la Martinique. La cour d'appel de la Guyane disposera à terme de 10 magistrats et 15 postes administratifs.

Pêche

Fin 2011, la société Unifipêche était mise en liquidation judiciaire ; parmi les 130 salariés une fraction est partie à la retraite, l'autre s'est tournée vers des formations et la dernière est au chômage. Avec le rachat de 11 des 15 crevettiers de la flotte par des armateurs locaux, quelques marins pêcheurs peuvent espérer retrouver un emploi. Au sein de la filière, par le truchement du Comité régional de la pêche maritime et des élevages marins (CRPMEM), des négociations se préparent pour faire valoir des revendications auprès des instances gérant le Programme Opérationnel Amazonie pour la période 2014-2020. Les objectifs sont de lutter contre l'obsolescence des bâtiments, la fragilité du tissu entrepreneurial et le désintérêt de la main d'œuvre pour la profession. Les acteurs de la pêche souhaitent renforcer leur compétitivité vis-à-vis de l'extérieur et que des actions fermes soient entreprises pour lutter contre la pêche illégale. Le CRPMEM tente de stabiliser sa situation financière en signant une convention triennale avec le Conseil régional pour garantir les investissements d'ores et déjà programmés.

ACTUALITES REGIONALES

Amérique latine

L'Organisation internationale du travail (OIT) a présenté début janvier son dernier rapport régional « Panorama du travail » portant sur l'emploi en zones urbaines. Selon ce dernier, le taux de chômage urbain dans la zone Amérique latine-Caraïbes a continué de reculer à son plus bas niveau depuis les années 90, atteignant 6,8 % en 2011. Le nombre de demandeurs d'emploi s'établit ainsi à près de 15,4 millions de personnes. Compte tenu du ralentissement prévu de la croissance économique régionale, ce taux devrait cependant se stabiliser en 2012. Le rapport souligne également la situation inquiétante du chômage des jeunes, du poids de l'emploi informel, le faible niveau de couverture sociale et la nécessité de lutter contre la pauvreté en zone rurale grâce au travail.

Coopération numérique : Brésil, Guyane et Suriname

Une délégation de la compagnie Oi (opérateur historique brésilien des télécommunications) a rencontré en décembre 2011 les acteurs institutionnels guyanais pour officialiser la validation de principe de l'étude de faisabilité du projet de télécommunications SPANY. Le 22 décembre 2011, Guyacom (opérateur français de Guyane) et l'opérateur Oi signaient un contrat pour la réalisation effective du projet SPANY Est de Cayenne à Saint-Georges (RN2). Le projet SPANY vise à relier numériquement Cayenne à Macapa, puis Cayenne à Paramaribo. La dorsale télécom de faisceaux hertziens prévue à l'origine sera remplacée par une liaison par fibre optique. Cette initiative, qui est le plus grand projet de coopération numérique avec le Brésil, est soutenue par la Préfecture ainsi que par les Conseils général et régional via le Programme Opérationnel Amazonie au titre de la coopération transfrontalière. Guyacom est en charge de réaliser la connexion Cayenne-Saint Georges et la compagnie Oi celle entre Calçoene et Oiapoque. Les travaux devraient être finalisés avant la rentrée 2012, permettant de desservir un maximum de 16 communes de l'Amapa. La liaison de Cayenne à Macapa constituera une alternative pour l'accès à Internet qui est actuellement assurée uniquement par le câble sous-marin Americas II.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources		
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	déc-11	124,6	[0,3%]	[2,2%]	Insee	
		Prix administré du litre d'essence	févr-12	1,67 €	[3,7%]	[7,1%]	Préfecture/Dieccte	
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	déc-11	16 925	1,6%	4,5%	Dieccte
			Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	déc-11	7 759	5,2%	15,4%	Pôle Emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	déc-11	16 026	[0,7%]	ns.	Caf
			Prestations nettes versées (1)	déc-11	7,8 M€	-[0,8%]	ns.	
	CONSUMMATION	↑	Recettes d'octroi de mer	janv-12	10,9 M€	1,8%	3,1%	Douanes
			Cumul		<i>10,9 M€</i>		<i>3,1%</i>	
		↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	déc-11	15,1 M€	14,7%	9,7%	Douanes
			Cumul		<i>149,8 M€</i>		<i>7,3%</i>	
INVESTISSEMENT	↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	janv-12	337	-12,6%	-4,5%	Somafi	
		Cumul		<i>337</i>		<i>-4,5%</i>		
	↓	Importations de biens d'équipement (BE)(3)	déc-11	64,0 M€	36,4%	74,3%	Douanes	
		Cumul		<i>484,5 M€</i>		<i>18,9%</i>		
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Ventes de véhicules utilitaires	janv-12	93	-4,6%	2,3%	Somafi	
		Cumul		<i>93</i>		<i>2,3%</i>		
	↑	Exportations (3)	déc-11	11,0 M€	46,1%	62,5%	Douanes	
	↑	Importations (3)	déc-11	146,7 M€	30,8%	44,3%	Douanes	
		Cumul		<i>1 333,0 M€</i>		<i>23,4%</i>		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Tirs effectués	Cumul à déc. 2011	7 tirs (5 Ariane 5, 2 Soyouz)		6 tirs à déc. 2010	Arianespace	
		Satellites lancés	Cumul à déc. 2011	16 satellites + 1 ATV		12 satellites à déc. 2010		
	BTP	↓	Ventes de ciment (dont filler et liant)	janv-12	7 126 tonnes	-2,3%	2,8%	Ciments guyanais
	INDUSTRIE	↓	Exportations d'or en volume (3)	déc-11	67 kgs	-31,8%	17,8%	Douanes
			Cumul		<i>1 347 kgs</i>		<i>22,7%</i>	
		↑	Exportations d'or en valeur (3)	déc-11	2,5 M€	-39,9%	38,5%	Douanes
			Cumul		<i>46,3 M€</i>		<i>55,8%</i>	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Cours de l'once d'or	janv-12	1 656,11 \$	[0,2%]	[21,9%]	London Bullion Market Assoc.
			Grumes sorties de forêt (<i>données non consolidées</i>)	déc-11	7 444 m3	50,0%	29,7%	ONF
		↓	Cumul		<i>77 539 m3</i>		<i>-3,1%</i>	
Exportations de crevettes (3)			déc-11	20,4 tonnes	-48,3%	-45,5%	Douanes	
TOURISME	↓	Exportations de poissons (3)	déc-11	95,5 tonnes	-6,3%	-37,7%	Douanes	
		Cumul		<i>1 532,7 tonnes</i>		<i>-10,7%</i>		
	↑	Exportations de riz (2)(3)	déc-11	0 tonne	ns.	ns.	Douanes	
	↓	Cumul		<i>3 209,2 tonnes</i>		<i>ns.</i>		
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	nov-11	30 378	-4,7%	-3,1%	CCIRG	
		Cumul		<i>398 107</i>		<i>3,6%</i>		
	↑	Nombre de nuitées	nov-11	33 000	0,3%	3,2%	Insee	
		Cumul		<i>313 000</i>		<i>2,6%</i>		

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz

(3) Données provisoires : les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

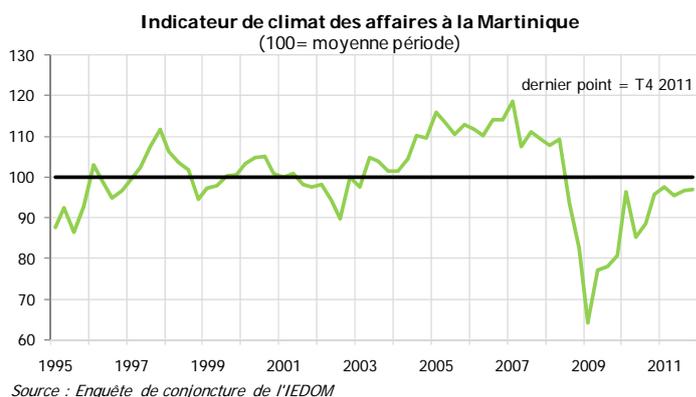
BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Climat des affaires

L'indicateur de climat des affaires est stable au quatrième trimestre 2011 (+0,1 point) et se situe à un niveau légèrement supérieur à son niveau du quatrième trimestre 2010. Il reste toutefois en deçà de sa moyenne de longue période (-3,2 points). Cette stabilité s'explique par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé, contrebalancée par leurs anticipations à la baisse pour le premier trimestre 2012. L'activité est bien orientée au quatrième trimestre, notamment dans les secteurs du BTP, du tourisme et des services aux entreprises. La stabilité des prix est favorable au maintien de la consommation des ménages. Les prévisions d'investissement progressent pour le second trimestre consécutif et retrouvent leur moyenne de longue période.



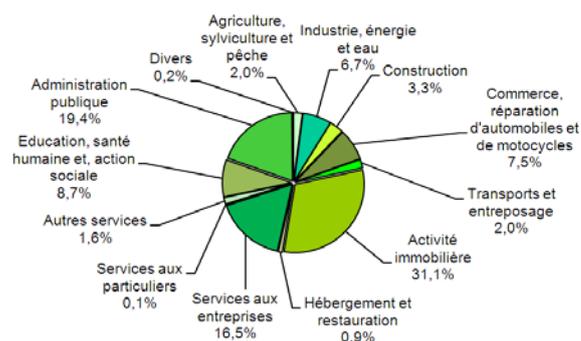
Circulation fiduciaire

Au 31 décembre 2011, les émissions nettes de billets ont progressé de 9,2% en volume et de 10,5% en valeur, sur un an. Elles s'établissent à 19,9 millions de billets au total (contre 18,2 millions un an plus tôt) pour une valeur de 794 M€ (contre 719 M€). En volume, les coupures de 50 € représentent 51,8% des billets en circulation (64,8% en valeur). Parallèlement, les émissions nettes de pièces ont progressé de 7,2% en volume et de 3,8% en valeur, en 2011. Au 31 décembre 2011, on dénombrait 172,1 millions de pièces en circulation (contre 160,5 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 23,4 M€ (contre 22,6 M€).

Service central des risques

Les encours des crédits aux entreprises et aux collectivités, recensés par le Service central des risques de la Banque de France, sont en progression (+0,4% au dernier trimestre 2011 et +2,0% sur l'année). Ils atteignent 5,5 milliards d'euros fin 2011. Trois secteurs totalisent à eux seuls les deux-tiers des encours : il s'agit des activités immobilières (31,1% des encours), des administrations publiques (19,4%) et des services aux entreprises (16,5%). Les crédits aux administrations publiques augmentent sensiblement en fin d'année (+6,0% au dernier trimestre 2011 et +5,3% sur l'année). Les crédits immobiliers progressent également (respectivement +0,9% et +2,4%). En revanche, le secteur des services aux entreprises est en repli à la fin de l'année (-4,5% sur le trimestre et -1,5% sur l'année).

Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2011



Source : Banque de France

Observatoire des tarifs bancaires

Lors de la réunion de l'Observatoire des prix, qui s'est tenue le 16 janvier, sous la présidence de Jean-Luc MARON, Magistrat à la Chambre régionale des comptes de Pointe-à-Pitre, l'IEDOM a présenté les conclusions du premier rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers. Ce rapport met en exergue la tendance à la baisse des tarifs bancaires à la Martinique entre avril 2009 et avril 2011. Toutefois, huit des treize tarifs courants identifiés restent supérieurs en Martinique aux tarifs pratiqués dans l'hexagone. Le rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires est disponible sur le site de l'IEDOM (www.iedom.fr).

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Visite du Médiateur national du crédit

A l'invitation du Préfet, Laurent PREVOST, le Médiateur national du crédit, Gérard RAMEIX, a effectué à la Martinique sa première mission dans une collectivité d'outre-mer, du 23 au 25 janvier. Le Médiateur départemental du crédit est le Directeur de l'IEDOM, Philippe LA COGNATA. Mise en place en 2008, la médiation offre un recours aux entreprises qui rencontrent des difficultés de financement et s'assure que les banques continuent de soutenir l'économie. Depuis la mise en place du dispositif, 139 entreprises martiniquaises ont demandé une médiation et, pour 53% des dossiers éligibles étudiés, les démarches engagées ont permis de surmonter un refus initial des banques. Face à la baisse du nombre de dossiers présentés en Médiation, la visite du médiateur national doit permettre de relancer le dispositif (pour toute information : www.mediateurducredit.fr).

Mise en place du Comité de pilotage du PADM

Le Comité de pilotage du Plan d'actions de développement de la Martinique a été officiellement installé, le 18 janvier, par le Président du Conseil régional, Serge LETCHIMY. Le PADM remplace le Schéma martiniquais de développement économique et devrait être adopté en 2013, après consultation de la population.

ACTUALITE REGIONALE

Admission de la Martinique comme membre associé de l'OECD

Une délégation de l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale a été reçue le 27 janvier à Fort-de-France. Serge LETCHIMY, Président du Conseil régional, et Baldwin SPENCER, Premier ministre d'Antigua et Barbuda, ont signé une déclaration d'intention de coopération, qui marque l'admission de la Martinique comme membre associé de l'OECD. Cette signature fait suite à la décision prise dans ce sens lors de la 54^{ème} réunion de l'OECD. Le Préfet, Laurent PREVOST, a confirmé le soutien de la France à cette démarche, formalisé par un courrier du Ministre des Affaires étrangères, Alain JUPPE, à l'OECD.

Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale

(www.oecs.org)

L'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale est une organisation de coopération régionale, créée le 18 juin 1981. Elle comprend, à ce jour, 9 membres et membres associés : Anguilla (membre associé, PTOM), Antigua et Barbuda, la Dominique, Grenade, les Iles Vierges britanniques (membre associé, PTOM), Montserrat (membre associé, PTOM), Saint-Kitts et Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent et les Grenadines. Son Secrétariat est installé à Castries, la capitale de Sainte-Lucie.

Le principal objectif de l'OECD est de promouvoir la coopération économique entre ses membres, au niveau régional et international, et de les assister dans la mise en œuvre de leurs obligations en matière de droit international. L'OECD est également dotée d'une banque centrale qui supervise les opérations ayant trait à l'utilisation de l'East Caribbean Dollar.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- déc. 2011	126,5	+0,5 %	+2,0 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- déc. 2011	41 700	-2,0 %	+3,5 %
	Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- déc. 2011	24,7 %		+0,3 pt
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- déc. 2011	22 899	+11,2 %	+11,8 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- déc. 2011	37 351	-0,5 %	-
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- déc. 2011	254,0	+9,4 %	-10,3 %
	Exportations (millions d'euros)	- déc. 2011	20,7	-18,4 %	-50,7 %
	Taux de couverture mensuel		8,1 %		-6,7 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- déc. 2011	66,7	+64,4 %	+6,0 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- déc. 2011	522,0		+3,7%
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- déc. 2011	17 581	-1,1 %	-1,8 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- déc. 2011	5 130	-	-17,0 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- déc. 2011	152 022	+35,1 %	+6,1 %
		- cumul annuel	1 620 833		+4,1 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- déc. 2011	15 043	ns	+76,4 %
		- cumul annuel	37 932	-	-48,8 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- déc. 2011	15 176	-1,1 %	-9,6 %
		- cumul annuel	199 878		-0,2 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- janvier 2012	855	-63,7 %	+0,6 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- janvier 2012	158	-58,6 %	+14,5 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		1 013	-	+2,5 %

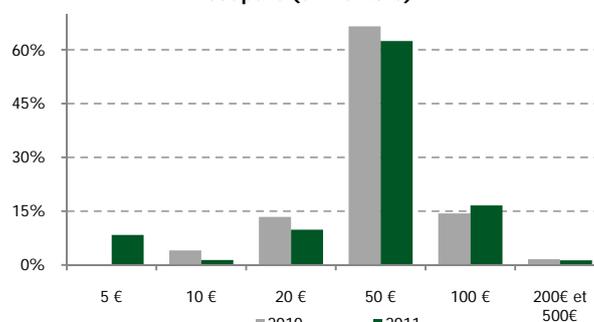
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Hausse du nombre de billets émis au cours de l'année 2011

En 2011, 104,5 millions de billets ont été émis à La Réunion, soit une hausse de 5,4 % par rapport à 2010 (+ 4,0 % en 2010). Parallèlement, 99,1 millions de billets ont été retirés de la circulation, soit une émission nette de 4,6 millions de billets. La valeur nette émise atteint 274,2 millions d'euros, toutes coupures confondues. Ce montant a augmenté de 5,9 % entre 2010 et 2011, après une baisse de 5,1 % en 2010. Cette hausse s'explique par un accroissement de 21,7 % des émissions nettes de coupures des montants les plus élevés (100 €, 200 € et 500 €).

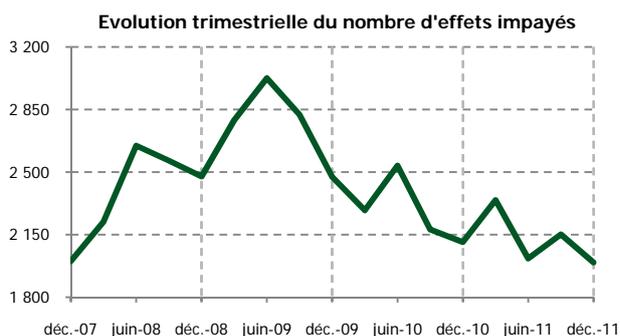
Le billet de 50 € reste la coupure la plus émise en 2010, avec près de deux tiers des émissions nettes totales, bien que sa part ait diminué par rapport à 2010. Le billet de 5 € a connu une forte progression, pour s'établir à 8,4 % des émissions nettes totales.

Répartition des émissions nettes de billets par coupure (en nombre)



Source: Iedom

Baisse du nombre des effets de commerce impayés en 2011

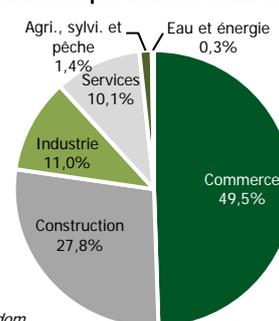


Source: Iedom

Avec 24,4 milliards d'euros, le secteur du commerce concentre près de la moitié de la totalité des incidents déclarés. Vient ensuite le secteur de la construction, avec 27,8 % des montants. Les effets impayés dans l'industrie représentent 11,0 % du total, et ils sont principalement regroupés dans l'industrie agroalimentaire et celle des produits métalliques. Les services enfin accumulent 10,1 % du montant des impayés, notamment dans les activités immobilières, et de transports.

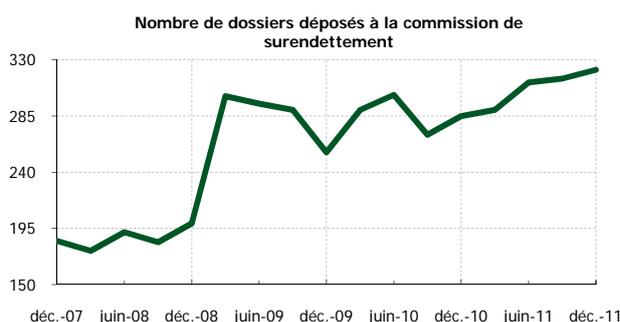
En 2011, 8 505 effets de commerce impayés ont été enregistrés, soit une diminution de 6,6 % sur un an, qui suit celle de 18,0 % en 2010. On retrouve ainsi les niveaux observés avant les hausses de 2008 et 2009. Les baisses conjuguées du nombre d'impayés et de leur montant moyen (- 14,6 %) engendrent un recul de 16,5 % du montant total d'impayés. Ainsi, en 2011, le montant déclaré de ces incidents s'élève à 49,5 milliards d'euros.

Répartition des montants des incidents de paiement par activité en 2011



Source: Iedom

Hausse du nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement en 2011



Source: Iedom

En 2011, le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement se maintient à un niveau élevé, après avoir fortement augmenté au premier semestre 2009. Avec 1 239 dossiers enregistrés, ce nombre a continué de progresser au cours de l'année (+ 8,0 %), notamment au second semestre. Parmi ces dossiers, un peu plus de 1 000 ont été soumis à la commission, dont 85,3 % ont été jugés recevables. La commission a ouvert une procédure de rétablissement personnel pour un plus du quart de ces dossiers.

BREVES ECONOMIQUES

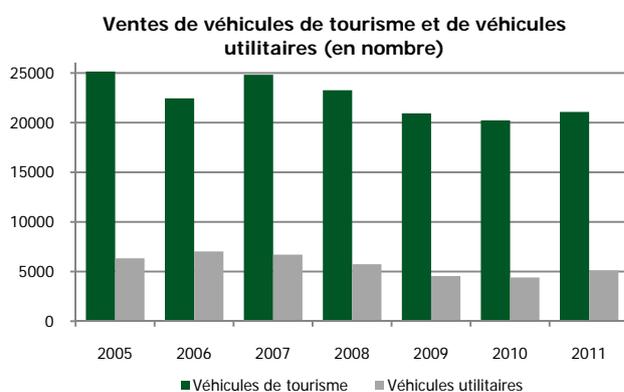
LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Décembre 2011	128,4	+ 0,8 %	+ 2,1 %
	IPC France entière		125,1	+ 0,4 %	+ 2,5 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Décembre 2011	26 472	- 6,9 %	+ 2,6 %
	En cumul (milliers d'euros)		291 632	-	+ 8,9 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	Novembre 2011	4 359,4	-	+ 14,2 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)		254,5	-	+ 5,1 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Décembre 2011	122 240	+ 1,2 %	+ 5,5 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Décembre 2011	217 341	+ 22,9 %	+ 6,0 %
	Cumul 2011	cumul Déc.	2 192 254	-	+ 8,0 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Novembre 2011	90 600	+ 3,6 %	+ 5,5 %
	Cumul 2011	cumul Nov.	751 600	-	+ 9,3 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Novembre 2011	1 066	-	n.s.
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Nov.	19 056	-	- 17,2 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Novembre 2011	9,4	-	n.s.
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Nov.	285,5	-	- 12,0 %
	Effectifs salariés du BTP	Décembre 2011	17 065	- 3,6 %	+ 1,7 %

Progression des ventes de véhicules en 2011



Le marché réunionnais de l'automobile se redresse en 2011, en dépit des difficultés traversées par le groupe Caillé et Foucque Automobile en début d'année. Ainsi, les ventes progressent de 6,3 % tous véhicules confondus, après trois années de baisse consécutives. Les ventes de véhicules utilitaires connaissent la plus forte croissance, avec une augmentation de 15,9 % du volume des ventes par rapport à 2010. Les ventes de véhicules de tourisme sont également orientées à la hausse (+ 4,2 %).

Par ailleurs, les ventes de deux-roues progressent également : + 1,2 % en un an. En 2011, 1 319 motos et scooters ont été ainsi immatriculés, ce qui représente néanmoins une baisse d'un peu plus d'un tiers des ventes par rapport à celles observées en moyenne entre 2006 et 2009.

Hausse de l'octroi de mer en 2011

En 2011, 291,1 millions d'euros d'octroi de mer ont été perçus par les Douanes, soit une progression de 8,9 % par rapport à 2010. Ce montant, reversé aux communes, est légèrement inférieur (-1,2 %) au niveau d'octroi enregistré en 2008, le plus élevé relevé par l'administration douanière. Parallèlement, l'octroi de mer régional, perçu au profit de la Région, augmente de 9,7 %, sur un an.

Stabilité des déclarations d'embauche de plus d'un mois au quatrième trimestre 2011

Au quatrième trimestre 2011, les déclarations d'embauche de plus d'un mois restent quasiment stables à La Réunion, avec une hausse de 0,3 % sur un an, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos). Au niveau national, la progression est plus marquée (+ 5,1 %), bien qu'elle ralentisse par rapport au trimestre précédent.

Construction d'une nouvelle résidence hôtelière dans le Sud en 2013

Déjà propriétaire du Tropic Appart'Hôtel de l'Ermitage, le groupe Angelloz, spécialisé dans la promotion immobilière et les projets touristiques, lance la construction d'une résidence hôtelière dans le sud de l'île. L'établissement proposera 240 lits exploités en studio, duplex et T3 de catégorie trois étoiles. Les travaux doivent débuter en 2013.

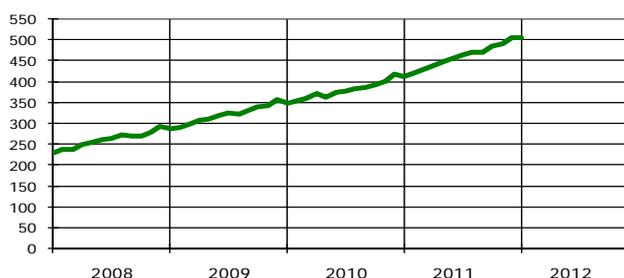
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

Au 31 janvier, les émissions nettes de billets se contractent de 2,8 millions d'euros sur le mois (soit -0,6 % contre +3,4 % le mois précédent) tout en restant supérieur au seuil des 500 millions d'euros cumulés franchi dans le courant du mois de décembre 2011, à 503,5 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre affichent un repli plus accentué : -2 %, après +3,65 % le mois précédent. Cette contraction tant en volume qu'en valeur est conforme à la tendance observée ces dernières années : en décembre, l'activité commerciale intense accroît les besoins en numéraire, tirant les volumes prélevés vers le haut. L'accalmie de janvier génère des reversesments qui contractent la masse monétaire fiduciaire théorique en circulation sur le territoire. Le nombre de billets émis par l'IEDOM à Mayotte se situe ainsi sous la barre de 9,3 millions au 31 janvier 2012, dont plus de 73 % sont des coupures de 50 €. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est appréciée de plus de deux euros en glissement annuel : elle représente 54,1 € au 31 janvier.

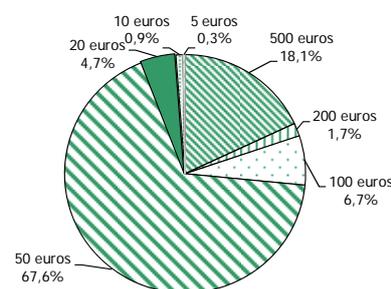
Emissions nettes cumulées de billet au 31 janvier 2012

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en valeur au 31 janvier 2012



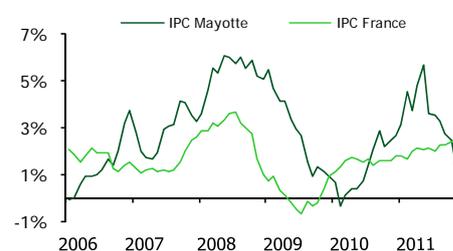
Source: IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Indice des prix

En décembre 2011, l'indice des prix à la consommation à Mayotte a légèrement progressé de 0,3 %. Les transports et communications enregistrent une croissance de 5,3 % sous l'effet de la hausse saisonnière des tarifs aériens. Le prix des boissons alcoolisées s'est renchéri de 0,8 % alors que celui des viandes et volailles, et des produits frais restent stables (+0,2 %). Pour sa part, le prix de l'énergie est en recul de 0,6 % en raison de la baisse du prix du gazole. En glissement annuel (décembre 2011/décembre 2010), les prix ont augmenté de 1,2 %. L'énergie, le transport et les télécommunications ainsi que le tabac coûtent respectivement 6 %, 7 % et 11 % plus chers.

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)

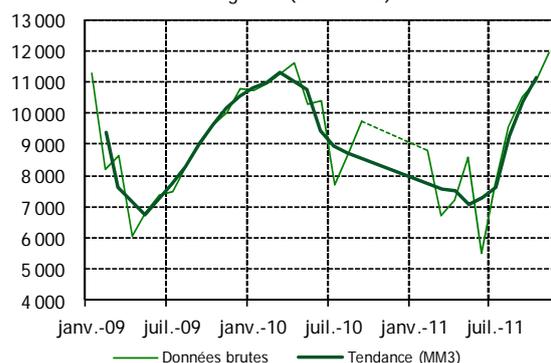


Source: INSEE
Base 100: année 2006

Emploi

A fin novembre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 11 923 contre 10 976 en octobre 2011, soit une augmentation de 8,6 %. Sur les 11 923 demandeurs d'emploi, 63 % ont entre 25 et 49 ans dont 75 % de femmes. Quelque 54 % des demandeurs d'emploi n'ont pas de qualification renseignée. 179 offres d'emploi ont été enregistrées à la fin du mois de novembre, en hausse de 9,8 % par rapport au mois précédent. Plus de la moitié concerne des emplois temporaires. En glissement annuel toutefois, (novembre 2011 par rapport à novembre 2010), les offres d'emploi enregistrent un repli de 35,8%.

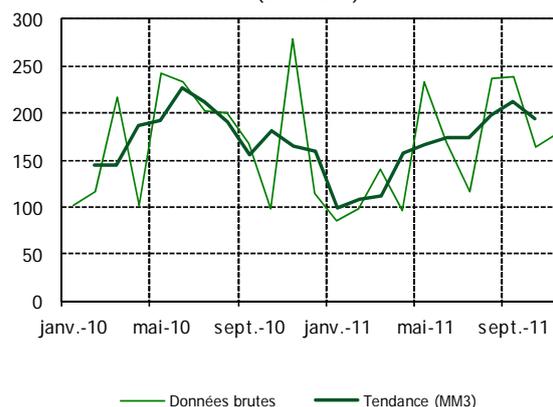
Demandeurs d'emplois en fin de mois Catégorie A (en nombre)



Source: Pôle Emploi

* Les données entre oct.2010 et janv.2011 ne sont pas disponibles. Les points sont reliés par une courbe en pointillés.

Offres d'emplois (en nombre)



Source: Pôle Emploi

Economie

Dans sa séance du 16 janvier 2012, la commission permanente du Conseil général a acté la création d'une société publique locale (SPL976). Cette structure juridique lui permettra de répondre aux besoins relevant des domaines de l'aménagement et la construction de services publics locaux. Le capital social est de 85 000 euros, l'actionnaire majoritaire étant le Conseil général (45 000 euros). Quatre communes y ont pris part à hauteur de 10 000 euros chacune. Pour financer les projets issus de cette structure, les élus comptent s'appuyer sur la Century Bank basée à Maurice et le Qatary Diar Real Estate Investment Co., filiale du Qatar Investment Authority, fonds d'investissement souverain du Qatar. M. Ghanem Ben Saad Al-Saad, représentant de l'émir du Qatar, a rencontré les élus et les acteurs économiques les 30 et 31 janvier afin d'évoquer la coordination des projets qui pourraient potentiellement être financés.

Le 16 janvier, les conseillers généraux ont également décidé de la rénovation et de la mise aux normes du stade de Cavani. L'investissement de 4,5 millions d'euros est financé à hauteur de 4 millions d'euros par le centre national du développement sportif (CNDS), 400 000 euros par la fédération française de football et 100 000 euros par la fédération française de rugby.

Le groupe SNC-Lavalin, en charge des travaux de construction de l'aéroport de Pamandzi, bénéficie d'un prêt de 45 millions d'euros octroyé par la Banque de La Réunion et BPCE International et Outre-mer sur une durée de 15 ans. Le groupe bénéficiera également d'une subvention de l'Etat d'un montant de 10 millions d'euros.

Social

Une quarantaine d'agents du Conseil général ainsi qu'une vingtaine d'agents de la Caisse d'allocations familiales ont bénéficié d'une formation concernant l'accueil du public éligible au RSA. Ils sont répartis sur l'ensemble de l'île. Le nombre de foyers potentiellement bénéficiaires est estimé entre 16 000 et 25 000. L'enveloppe prévue pour le paiement est comprise entre 11 et 15 millions d'euros. Le premier paiement devrait intervenir le 5 mars avec effet rétroactif au 1^{er} janvier.

Santé

L'agence régionale de santé (ARS) de l'Océan indien, en collaboration avec la préfecture et les communes, a lancé une campagne contre le paludisme. Quelques 130 000 moustiquaires seront distribuées à partir du 6 février 2012.

Education

M. Emmanuel ROUX, administrateur provisoire du centre universitaire de formation et de recherche (CUFR) de Mayotte, a annoncé l'ouverture de la structure à la rentrée 2012. Les membres du conseil d'administration seront nommés par le préfet. Ils devront désigner les universités partenaires du CUFR et décider des programmes et filières. 1000 étudiants sont attendus en 2012.

Institutionnel

Le 13 janvier 2012, M. Norbert MARTINEZ, Directeur de la société Maintenance industrielle mahoraise (MIM), en charge de l'entretien des engins du port de Longoni, a été élu président de la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte (CCIM), en remplacement de Mme Ida NEL.

ACTUALITE REGIONALE

En dépit d'une importante mobilisation de ses partisans, le 21 janvier, l'avion de l'ancien président malgache, Marc RAVALOMANANA, n'a pas été autorisé à atterrir à l'aéroport d'IVATO. Marc RAVALOMANANA a été contraint de retourner en Afrique du Sud où il est assigné à résidence depuis son éviction du pouvoir, en 2009.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		déc.-11	113,8	0,2%	1,2%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		nov.-11	11 923	8,6%	-
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-11	19 329	3,7%	-18,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-11	305 970	6,7%	-4,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-11	519	12,1%	-36,2%
		cumulées	déc.-11	6 511	8,7%	-27,7%
	Taux de couverture	mensuels	déc.-11	2,68%	0,20 pt	-0,75 pt
		cumulés	déc.-11	2,13%	0,04 pt	-1,03 pt
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	déc.-11	369	17,5%	-29,2%
		cumulés	déc.-11	5 394	-	-9,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-11	29 971	92,1%	11,9%
		cumulés	déc.-11	289 919	-	3,6%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	déc.-11	37,1	-6,9%	-0,2%
	(départs)	cumulés	déc.-11	998,2	-	n.d
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-11	8 300	n.d	-11,1%
		cumulées	déc.-11	71 267	n.d	-7,6%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	déc.-11	10 194	13,5%	2,9%
		cumulée	déc.-11	109 523	-	-2,5%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	1,00%	date d'effet	14/12/2011
Taux de la facilité de prêt marginal		1,75%		14/12/2011
Taux de la facilité de dépôt		0,25%		14/12/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

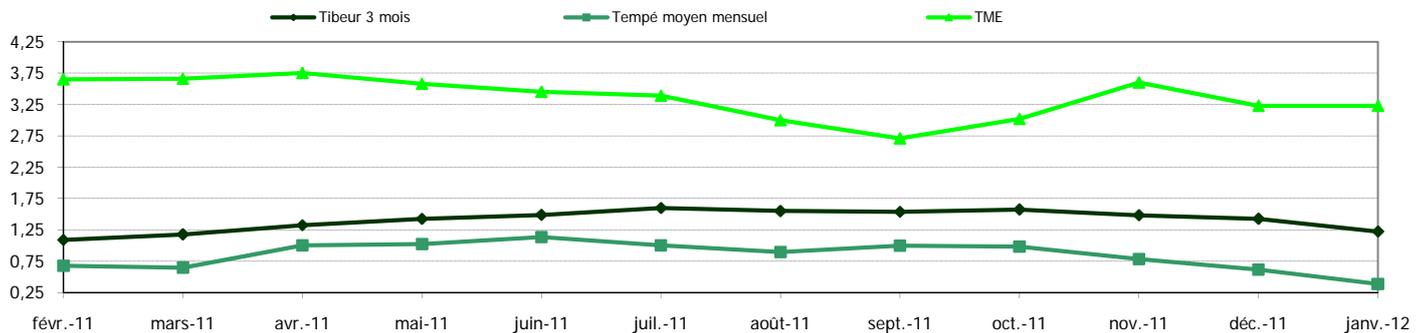
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Janvier 2012)				
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,9835%	0,7845%	0,6168%	0,3877%	0,8380%	1,2230%	1,5060%	1,8370%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	octobre	Novembre	Décembre	Janvier	
3,02%	3,60%	3,23%	3,23%	3,22%	3,80%	3,43%	3,43%	

Taux de l'usure (applicable au premier trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	15,78%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,60%
Prêts à taux fixe	6,24%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts à taux variable	5,83%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
Prêts relais	6,43%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,65%	Découverts en compte (1)	13,80%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	13,98%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,69%	Découverts en compte (1)	13,80%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	12,51%		

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

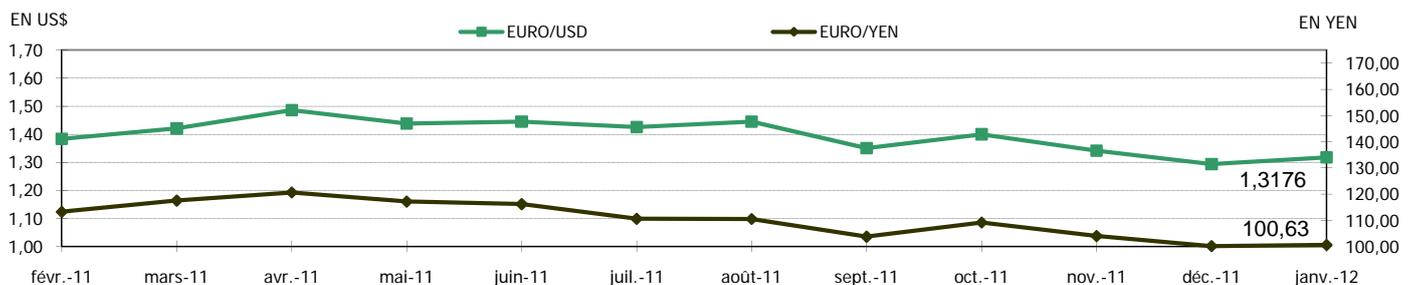
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3176	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,2530	EURO/SRD (Surinam)	4,31760
EURO/JPY (Japon)	100,6300	EURO/BWP (Botswana)	9,58170	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,34200
EURO/CAD (Canada)	1,3134	EURO/SCR (Seychelles)	18,6441	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,9612
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83510	EURO/MUR (Maurice)	38,3354	EURO/BBB (La Barbade)	2,61680
EURO/SGD (Singapour)	1,6487	EURO/BRL (Brésil)	2,2893	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,36000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2194	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,61910	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2871,8841	EURO/XCD (Dominique)	3,5326	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 15 février 2012 - Dépôt légal : février 2012 - ISSN 1284-4438